



Article scientifique

Article

2024

Published version

Public access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

Bayart (Jean-François), L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique , Paris, La Découverte, 2022, 782 p

Perazzone, Stéphanie

How to cite

PERAZZONE, Stéphanie. Bayart (Jean-François), L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique , Paris, La Découverte, 2022, 782 p. In: Politix, 2024, n° 145, p. 181–186. doi: 10.3917/pox.145.0181

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:189104>

Publication DOI: [10.3917/pox.145.0181](https://doi.org/10.3917/pox.145.0181)

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.

Last deposit update in Archive ouverte UNIGE on 03.12.2025 15:27

Bayart (Jean-François), *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022, 782 p.

Stéphanie Perazzone

DANS **POLITIX** 2024/1 (N° 145), PAGES 181 À 186

ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807380769

DOI 10.3917/pox.145.0181

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2024-1-page-181.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Bayart (Jean-François), *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022, 782 p.

Par Stéphanie PERAZZONE

Et si nous commençons par la fin ? À la page 729 plus précisément. Nous y trouvons un catalogue de « personnages conceptuels » (une notion empruntée à Deleuze et Guattari) rangés par ordre alphabétique, et dans lequel on peut lire :

État – « Le personnage sans doute le moins recommandable du film, que l'on n'aime jamais autant que quand il est absent ou déficient, ce qui nous permet de regretter qu'il ne soit pas plus fort et conforme au fantasme que l'on s'en fait. On parle alors de demande d'État... »

Cette conception de l'État s'attaque de front à trois problématiques complémentaires et transversales, qui (pré)occupent les théoricien·nes de la sociologie politique depuis de longues décennies : l'ambiguïté ontologique du concept d'État (c'est l'idée de « fantasme »), ses diverses trajectoires de formation à travers le monde (l'État « déficient », « absent » ou « fort »), et sa désirabilité (contestée). La structure de *L'énergie de l'État* s'organise d'ailleurs autour de ces trois thèmes par une discussion fournie, développée sur huit chapitres découpés en deux parties. La première, « l'abstraction de l'État » en tant que concept (p. 71-456) propose une analyse historicisée du passage d'un monde d'empires à un monde d'États-nations aux XIX^e et XX^e siècles. La seconde partie présente une grille de lecture du processus de domination de l'État à partir de « tendances que l'on tient le plus souvent pour antithétiques » – la mondialisation, l'universalisation de l'État-nation comme mode de gouvernement et la montée des identitarismes – mais qui, en réalité, fonctionnent en synergie dans la consolidation de l'imaginaire de l'État au sein de nos sociétés contemporaines.

Penchons-nous d'abord sur la question épineuse de l'ontologie de l'État. « Le lecteur attend toujours une définition de l'État », nous dit l'auteur : « Il devra s'en passer, car celle-ci présumerait de son essence, alors que nous analyserons son événement » (p. 73). Les troubles ontologiques de notre État contemporain renvoient à cette idée du fantasme idéal-typique, de l'État libéral, moderne, « fort » peut-être, qui nous permettrait de fonctionner en sociétés rationnelles, rangées, disciplinées. Ainsi, pour être fort, l'État moderne doit pouvoir exercer sa domination en se positionnant au-dessus de la société en tant qu'institution fondée sur le droit, une bureaucratie spécialisée et impartiale et le monopole de la violence légitime. Au contraire, un État dont la (re)production repose sur des réseaux informels, clientélistes ou de patronage, sera ainsi considéré comme faible, voire illégitime, et dépourvu d'une réelle autorité publique. Dans cette lecture wébérienne (réductrice d'ailleurs) de la domination de l'État, l'un des exemples les plus éloquents est ici la figure de l'État postcolonial africain. On

pensera aux pratiques d'extraversion des élites politiques africaines (Bayart (J.-F.), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 2006), à la criminalisation de la fonction étatique (Bayart (J.-F.), Ellis (S.) et Hibou (B.), *The Criminalization of the State in Africa*, Currey, 1999), ou au problématique État « néopatrimonial » établi selon Médard dans toute « l'Afrique noire » (Médard (J.-F.), « L'État postcolonial en Afrique noire : l'interprétation néo-patrimoniale de l'État », *Studia africana*, 3, 1992).

Or, comme le rappelle l'auteur, les réalités historiques, politiques et sociales des dynamiques de formation de l'État (p. 490) en Afrique comme ailleurs, sont beaucoup plus complexes que ce que veut faire entendre la dichotomie État fort/État faible. L'État moderne se définit par « son "événement" en tant qu'abstraction » rationnel-légal (p. 560), un processus long et décousu, différencié et asymétrique selon les contextes, par lequel l'État se trouve astreint à gérer « son irréductible ambivalence » (p. 564). Cette ambivalence se traduit par un État à la fois invisible – celui de la gouvernementalité de Foucault, qui produit un ensemble de modalités de gouvernement, diffuses et repoussées dans l'inconscient des citoyens ordinaires – et un État plus lisible, incarné par des dirigeants politiques, des institutions et des lois se plaçant au-dessus de la société qu'il dirige.

C'est dans ce sens que l'État en tant qu'organisation politique cherche sans cesse à la fois à s'insérer dans le corps sociétal pour en tirer sa légitimité – en tant qu'agrégat d'actions multiples et diffuses (cf. également les travaux de Joel Migdal : *State in Society. Studying How States and Societies Transform and Constitute One Another*, Cambridge UP, 2001) – et à s'en détacher afin d'établir sa domination en tant qu'institution unitaire et cohérente. Difficile donc pour les théoriciens de l'État de déterminer s'il s'agit d'une entité politique, ou s'il n'est finalement qu'un « effet de pouvoir » (p. 551), une sorte de mythe ou de fiction collective qui pousserait au « faire-croire » et à l'illusion d'une institution homogène, dominant la société « par le haut » ? Une troisième voie peut être envisagée, à travers la formulation de Colin Hay. Il s'agirait d'appréhender l'État comme un phénomène « *as if real* » (qui ne serait ainsi ni tangible ni fictif), une approche qui consiste, comme celle de J.-F. Bayart, à conceptualiser l'État au prisme de ses ambiguïtés ontologiques (Hay (C.), « Neither real nor fictitious but as if real ? A political ontology of the state », *The British Journal of Sociology*, 65 (3), 2010).

Ainsi, puisqu'il est vain de donner à l'État une définition précise, une approche moins stérile consiste à prendre l'ambivalence du statut ontologique de l'État non pas comme un problème à vaincre, mais comme un champ des possibles : une opportunité de découvertes scientifiques théoriques et empiriques. Cette perspective se fait l'écho des travaux de Tim Mitchell, qui, dans une tradition foucauldienne, conceptualise l'État comme un « *state effect* », c'est-à-dire

le produit de l'agrégation d'une multitude de pratiques matérielles, sociales et discursives à la fois invisibles et omniprésentes, la résultante d'une « microphysique du pouvoir ». Cette ambivalence de l'État, à la fois comme concept et objet politique, constitue un espace liminal de réflexion critique sur les définitions conceptuelles, les manifestations quotidiennes et les processus historico-politiques qui font (et défont) la domination d'État dans les différentes sociétés du monde. La sociologie historique et comparée du politique de J.-F. Bayart s'inscrit donc dans cette mouvance qui, ainsi, « dénaturalise les catégories mentales » et « soumet le temps et l'espace à une critique radicale » (p. 41) nécessaire à la conceptualisation du pouvoir dans nos sociétés contemporaines.

En outre, prendre l'ambivalence de l'État comme point de départ de la réflexion nous encourage à détricoter cette question ethnographique si complexe mais encore souvent ignorée en science politique : « who, what and where is the state? » – Où, qui et qu'est-ce que l'État ? – comme l'écrivait Yaël Navaro-Yashin dans la Turquie des années 2000 (*Faces of the State*, Princeton UP, 2002). À cela pourrait s'ajouter également la question de « quand », pour en capturer ses dimensions temporelles, idéelles et performatives. Ces perspectives s'intéressent donc moins ici aux caractéristiques juridico-institutionnelles de l'État, comme de nombreuses approches classiques *top-down* s'y sont attelées, mais à déconstruire puis à reconstruire la manière dont une multitude de micro-pratiques sociales, discursives et matérielles déployées par les puissants et les moins puissants viennent composer cet agencement qu'est l'État aussi bien dans son objectivation que dans son « réel hétérogène » (p. 73).

Le personnage conceptuel de l'État qu'offre au regard J.-F. Bayart nous emmène également sur le territoire de la violence politique et structurelle – passée, présente mais également potentielle – qui accompagne les tribulations du processus de formation de l'État. Celui-ci se fait ainsi voir sous un jour « peu recommandable », soit qu'il se fasse vecteur d'injustices sociales, contrôleur des corps – rappelons-nous les mécanismes du nécropouvoir en contexte palestinien analysés par Achille Mbembe (« Nécropolitique », *Raisons politiques*, 21 (1), 2006) – administrateur du politique, bureaucrate des interactions, ou policier des résistances (la montée des violences policières en Europe n'en est qu'une infime manifestation). C'est bien dans la quotidienneté pourtant banale que s'observent les nombreux paradoxes de l'État moderne : les manifestations bien réelles, concrètes sur les corps, la sphère de l'intime, les relations intersubjectives, de ces dynamiques du « nommer, normer et punir » comme J.-F. Bayart le résume en conclusion de son livre (p. 682), se mêlent aux ambiguïtés du côté éthéré, insaisissable de l'État. Depuis longtemps Cynthia Enloe, Judith Butler, ou Audre Lorde parmi tant d'autres ont par exemple révélé les différentes voies – bien souvent insidieuses – qu'emprunte la domination de l'État (patriarcal, capitaliste, impérialiste mais aussi dans sa forme la plus « bienveillante », l'État-providence) pour discipliner, encadrer, hiérarchiser et contraindre le

quotidien des femmes (souvent racisées) – pensons au « *welfare queens* » aux États-Unis, ces figures de femmes afro-américaines caricaturées en reines de l'assistantat – et des hommes, jusque dans leur vie intime (cf. en particulier le chapitre « L'État, fabrique de l'inégalité sociale », p. 358-456).

Bien qu'indispensable au processus d'abstraction de l'État, la dichotomie public/privé est bien souvent défaite au contact des expériences du quotidien. Les théories féministes l'ont d'ailleurs compris de longue date et si, comme le livre de J.-F. Bayart le soutient, la « dissimulation est souvent nécessaire à la survie », le monde de l'intime, l'espace domestique et la sphère du personnel revêtent bien souvent un caractère politique et sont donc ambivalents eux aussi, touchant ainsi la sphère publique ou sociétale et devenant potentiellement le terreau des résistances et de changements collectifs plus radicaux. Il n'est pas rare que des campagnes activistes – qu'il s'agisse des suffragettes, du *Black Feminism*, ou des mouvements *MeToo* et *#RhodesMustFall* – aient trouvé leur genèse dans l'ambiance feutrée du boudoir d'une grande bourgeoise, autour d'une table chez l'une ou chez l'autre, dans les couloirs de l'usine, ou dans la confidence d'une discussion personnelle. Gabriel Garcia Marquez dit un jour à son biographe : « Tout le monde a trois vies : une vie publique, une vie privée et une vie secrète. » La même chose, peu ou prou, pourrait être dite du personnage de l'État. *L'énergie de l'État* y fait allusion à maintes reprises, que ce soit dans son passage sur « la comparaison par le bas » (pp. 121-127) ou la discrète énonciation des « liaisons dangereuses entre public et privé » (pp. 181-190), refusant ainsi bon nombre de binarités (public/privé, ordre/désordre, formel/informel, rationnel/anarchique, etc.) qui viennent objectiver, essentialiser et normaliser l'existence de l'État.

Le contexte de globalisation d'un côté et de « retour de l'État » de l'autre pose en outre la question de la résilience et de la « demande d'État ». Dès les années 1980 et 1990, certains commentateurs ont en effet envisagé la « fin de l'État » face au processus de globalisation (néo)libérale à l'œuvre depuis des décennies et à l'émergence concomitante d'acteurs internationaux et d'organisations supranationales puissantes, un constat qui semble aujourd'hui prématuré (cf. « Maddening States » de Begoña Aretxaga, *Annual Review of Anthropology*, 32, 2003). Si la crise des *subprimes* aux États-Unis, la pandémie du Covid-19 ou les politiques migratoires des pays européens ont bien démontré que nous assistons moins à la désintégration de l'État qu'à son « redéploiement » (cf. Hibou, (B.), *La privatisation des États*, Karthala, 1999), marquant l'affaïssement de l'État providentiel au profit de son successeur plus managérial, l'État néolibéral. Les grandes transformations ainsi à l'œuvre explicitent la nature ambivalente de cet « État-rhizome » aussi infini qu'inachevé (p. 450) que seule une perspective historique et comparative ouverte peut véritablement explorer en profondeur.

En outre, bien qu'elle ait été largement employée pour examiner les contextes africains dans l'œuvre de Bayart, l'image rhizomique de l'État peut être employée

au-delà de ces contextes. Elle nous offre en effet une illustration éloquente de cette « difficulté d'étudier l'État » que Philip Abrams avait si bien décrite (« Notes on the Difficulty of Studying the State (1977) », *Journal of Historical Sociology*, 1 (1), 1988) et qui explique en partie la viscosité empirique, politique et imaginaire de l'État sur la longue durée : comme le sparadrap du capitaine Haddock, il est bien difficile de se départir de l'État moderne à l'échelle planétaire. À l'image d'une colonne de fourmis, nous disent Deleuze et Guattari, un rhizome peut être interrompu, mais jamais définitivement brisé : un obstacle, un coup de pied dans la colonne ouvrira une brèche, mais elle se reformera aussitôt, tantôt presque à l'identique, tantôt prenant une autre direction « sans cohérence évidente » (p. 685). Cela invoque l'idée d'un État toujours en formation et qui, bien qu'imprégné de contradictions et marqué par ses historicités propres, reste remarquablement résilient et profondément récalcitrant à sa propre désintégration, même dans ses versions les plus déficientes comme nous l'indique l'auteur dans le descriptif de son personnage conceptuel cité plus haut.

L'énergie de l'État s'inscrit ainsi dans un corpus de recherches et d'ouvrages académiques qui ont tenté de s'éloigner d'un projet politique et académique occidental-centré sur ce que l'État moderne *doit* être, discours connexe à la tendance à l'altérisation extrême (*othering*) des sociétés (anciennement) colonisées. Les travaux précurseurs de Frantz Fanon, Aimé Césaire ou Edward Saïd sur ces processus d'altérisation dans les sociétés colonisées d'Afrique, des Caraïbes ou du Moyen-Orient ont mis en avant les séquelles politiques, psychologiques et sociales qui abreuvent encore nos relations internationales contemporaines. Dans la section « singer l'Europe ? » (p. 113-118), J.-F. Bayart pose le problème comme suit : « Cette reconduction de l'Europe, c'est-à-dire de son État, l'a emporté dans la quasi-totalité des territoires colonisés ou mis sous tutelle. Au prix, le plus souvent, d'une dramatisation de l'inégalité sociale et, parfois, d'épouvantables guerres civiles... » (p. 114). Ces propos rejoignent ainsi ceux de Louisa Lombard lorsqu'elle écrit que le problème fondamental ne réside pas tant dans le fait que nos sociétés contemporaines formulent le « désir » d'un État, mais plutôt dans notre système international reposant sur la forme unique et universalisée de l'État moderne (centralisé, bureaucratique et souverain), dont les institutions et le fonctionnement participent à étouffer toute tentative d'établir différents types d'organisation politique à la fois plus « organiques » aux sociétés concernées et plus « inclusifs » de leurs spécificités politiques, sociales et historiques (*State of Rebellion*, Zed Books, 2016). L'approche comparative et historique du politique que mobilise J.-F. Bayart met donc en exergue un paradoxe inhérent à l'étude de l'État : en dépit des violences physiques, structurelles et symboliques qu'il engendre, il demeure, au sein de nos sociétés, une constante « demande d'État », d'autant plus importante lorsque celui-ci « est absent ou déficient, ce qui nous permet de regretter qu'il ne soit pas plus fort et conforme au fantasme que l'on s'en fait » (p. 732).

Dénaturaliser et dés-essentialiser l'État pour repenser nos futurs au prisme de l'histoire, tel est l'un des objectifs de cette « analyse des rapports entre l'abstraction politique et le réel hétérogène de l'État » que nous présente *L'énergie de l'État*. Celle-ci met au jour les relations de pouvoir hiérarchisées, et donc productrices de violences corporelles, symboliques, sociales ou épistémologiques, qui sont à la fois action et produit de l'État. Cette démarche critique n'est pas seulement scientifique, elle est fondamentalement politique parce qu'au-delà du châtement corporel, de la chicotte ou des brutalités policières – pour n'en citer que certaines modalités – la violence d'État est aussi rationalisée, symbolique et disciplinante. Pire encore, elle est invisibilisée puisqu'elle est normalisée, et ainsi acceptée par les individus qui composent l'État (fonctionnaires et citoyen·nes) pour lesquels les « divisions et les hiérarchies sociales [...] sont constituées en nature par l'action de l'État qui, en les instituant à la fois dans les choses et dans les esprits confère à un arbitraire culturel toutes les apparences du naturel » (Bourdieu (P.), « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 96-97, 1993, p. 50). Des hiérarchies et divisions porteuses d'inégalités sociales et de violences structurelles dont l'ouvrage de J.-F. Bayart se fait l'écho au chapitre 4 (p. 358-456).

Ce travail de normalisation et de reproduction de l'existence de l'État s'accompagne d'une « force de l'obéissance » que théorise Béatrice Hibou et qui nous empêche de pratiquer le « doute radical » en sciences sociales, lequel permettrait de nous défaire de la « difficulté toute particulière de la question de l'État [tenant] au fait que la plupart des écrits consacrés à cet objet, sous apparence de le penser, participent [...] à sa construction, donc à son existence même » (Bourdieu (P.), « Esprits d'État », art. cit., p. 50). C'est ainsi sur le « doute radical » que je terminerai cette recension, car comme le préconise Pierre Bourdieu, c'est également au sein de la recherche académique que nous devrions nous interroger. De nombreux·ses auteur·ices ont tenté de concevoir les contours d'un monde différent où le concept et les définitions classiques du pouvoir font l'objet d'une refonte radicale conduisant à le caractériser moins par ses processus de coercition, de domination ou de conquête, que par l'idée de solidarité, d'assistance ou de sororité (cf. par exemple, les travaux de bell hooks, *Feminist Theory*, South End Press, 1984). Une telle approche – à la fois pratique et conceptuelle – pourrait, peut-être, pallier à « la déshumanisation étatique [...] inhérente à son abstraction rationnel-légale et mathématique » (p. 681). Dans sa note de lecture (*Politix*, 3 (9), 1990) portant sur *L'État en Afrique*, Bastien François formulait le souhait de voir paraître « un nouveau livre de J.-F. Bayart nous proposant une *théorie de l'État* » qui en affronterait les contradictions, car enfin, « la démonstration, déjà magistrale, serait complète ». Il se peut qu'avec *L'énergie de l'État*, qui, précisément, situe les contradictions et les ambivalences de l'État au centre de sa réflexion, ce vœu ait été réalisé.